

Genre et coopération : un duo gagnant

Dossier réalisé par Catherine Dubouloz

INTRODUCTION

Sous l'impulsion des Nations unies, la question du genre s'est imposée dans la coopération à partir du milieu des années 90: dès lors, il s'agit d'intégrer les questions d'égalité de manière transversale dans l'ensemble d'un projet. Quelles avancées cette approche a-t-elle permis? Quels obstacles doivent encore être surmontés? Pour débattre de ces questions, la Fédération genevoise de coopération (FGC), la Délégation Genève Ville Solidaire (DGVS) de la Ville de Genève et l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) ont organisé, en mars 2017, une conférence consacrée aux féminismes du Sud, ainsi qu'à l'intégration de l'approche genre dans les projets de coopération. La sociologue malienne Assitan Diallo, ainsi que Liliana Soler-Gomez Lutzelschwab, enseignante à l'IHEID, ont participé à l'événement, organisé par Michaela Büschli, chargée du programme de partage des savoirs.

Sous le titre *Genre et développement : un duo gagnant*, la FGC consacre son quatrième dossier thématique à ces questions. Sous la plume de Saskia Velasquez¹, le premier article *Genre et développement : une ingérence occidentale ?* rend compte des propos d'Assitan Diallo. Féministe engagée, elle s'inscrit dans une triple revendication de respect des libertés, des droits humains fondamentaux et d'un développement durable équitable.

Dans un premier temps, l'auteure analyse la manière dont le féminisme et les féministes sont perçus en Afrique: quels sont les clichés qui continuent à prévaloir? Y a-t-il des féministes africaines ou le féminisme n'est-il qu'une importation occidentale? Les principales approches qui ont prévalu dans les programmes de développement sont ensuite illustrées par des exemples mettant en avant les avancées qu'elles ont permises et les obstacles rencontrés. L'auteure souligne enfin l'importance de prendre en compte le genre dans les programmes de coopération et propose des pistes permettant de mieux lutter contre les inégalités structurelles.

Cette contribution est suivie d'un article qui décrit la prise en compte de l'approche genre dans les projets soutenus par l'intermédiaire de la FGC. Depuis le milieu

des années 90, la Fédération porte un intérêt marqué à cette question: pour elle, la construction de relations équitables entre les femmes et les hommes constitue l'un des critères de développement d'une société. Pour aider les associations membres à poser un diagnostic sur les enjeux liés au genre, puis à fixer des objectifs et des activités pertinentes, la FGC a développé une grille d'analyse ad hoc. A titre d'exemple, cinq projets en Afrique et en Amérique latine sont mis en lumière.

Le dernier volet de ce *Réflexions et Débats* présente un ouvrage sur la question, publié en 2017 sous la direction de Christine Verschuur, aux Editions L'Harmattan. Mouvement intellectuel, mais aussi mouvement social qui s'inscrit dans une tradition de lutte, le féminisme produit des expertes d'un genre inhabituel. Leur savoir allie souvent théorie et pratique militante ou associative, puisque nombre d'entre elles ont développé leurs compétences sur le terrain. Ce livre donne à comprendre qui sont les expertes dans le domaine du genre, quels rapports de pouvoir et quelles tensions parcourent ce champ d'étude.

Autant d'éléments pour nourrir un débat qui porte en lui ces objectifs de fond: donner aux femmes le pouvoir d'être des actrices du développement dans leur communauté; contribuer à lutter efficacement contre les inégalités structurelles entre les hommes et les femmes.

¹ Voir biographies complètes en page 3.

Conférence organisée en partenariat avec :



INSTITUT DE HAUTES
ÉTUDES INTERNATIONALES
ET DU DÉVELOPPEMENT
GRADUATE INSTITUTE
OF INTERNATIONAL AND
DEVELOPMENT STUDIES

Index

Focus

Genre et développement : une ingérence occidentale? Page 2

Sur le terrain

Genre : un outil de la FGC au service du 5^e ODD. Page 7

Les chroniques « Livre »

Les expertes en genre, qui sont elles? Page 10

Sur les traces des casseuses de cailloux. Page 11

Pour aller plus loin

Références. Page 11



La sociologue Assitan Diallo lors de sa conférence intitulée « Féminismes du Sud : entre contribution au développement et reproche d'occidentalisation », organisée en mars 2017 à l'IHEID.

Focus

GENRE ET DÉVELOPPEMENT : UNE INGÉRENCE OCCIDENTALE ?

Saskia Velasquez

Féminismes du Sud

Introduction

Dans les pays du Sud, le féminisme est trop souvent décrié comme un courant de pensée ou un mouvement social occidental. Dès lors, il est encore difficile de faire connaître l'originalité et la pertinence des débats qui y ont lieu. Pourtant, de nombreux courants et mouvements féministes se sont développés dès le XIX^{ème} siècle : en Argentine, par exemple, le premier congrès féministe latino-américain est organisé en 1910 ; dans ce même pays, des ouvrières publient dès 1896 un journal féministe, *La Voz de la Mujer*, dont le mot d'ordre est « Ni Dieu, Ni Patron, Ni Mari ».

Les défenseuses et les défenseurs² des droits des femmes dans les pays du Sud se voient quant à eux souvent reprocher un manque de respect de leur propre culture et une occidentalisation de la pensée. Malgré la richesse de leurs analyses, celles-ci ont été peu prises en compte, voire décredibilisées. Jusque dans les années 1990, la production de connaissances sur le féminisme est

dominée par des chercheur-e-s du monde académique ou d'institutions liées à la coopération dans des pays du Nord, notamment anglo-saxons. Face à cela, Chandra Mohanty³ dénonce ce qu'elle appelle la « colonisation discursive » : une vision dichotomique dans laquelle la « femme du Sud » est présentée ou considérée comme une femme victime, passive, non organisée, « traditionnelle », par opposition à la « femme du Nord » qui serait maîtresse de ses actions, libre de ses choix, insérée dans une activité professionnelle, « moderne » (Mohanty, 1988, 2002). La chercheuse montre aussi que les femmes vivent des situations très différentes et qu'on ne peut parler de « la » femme comme s'il s'agissait d'un groupe homogène.

Depuis le milieu du XX^{ème} siècle, de nombreux projets de développement ont été mis en place. De quelle manière le concept de genre a-t-il été défini et intégré dans ces projets ? A-t-il été récupéré par certains acteurs et vidé de son sens ? Faut-il le comprendre comme un outil analytique et transformatif ? Enfin, comment comprendre l'intégration du concept de genre dans les projets de coopération ? Comme une ingérence occidentale ou plutôt une manière de repenser le développement ?

Etre féministe en Afrique aujourd'hui

Selon Assitan Diallo, il existe de nombreuses femmes qui mènent des actions féministes en Afrique, mais refusent l'appellation de féministes pour éviter d'être mal vues. A ses yeux, cette stratégie n'est pourtant pas efficace : se revendiquer féministe serait au contraire la seule

manière d'éviter de se faire exploiter. De manière plus large, elle argumente qu'être «avec les féministes» signifie simplement prendre en compte la nécessité du développement durable et holistique du continent africain, comme du Mali: «Se dire féministe, c'est avoir à cœur l'équilibre social entre les 49% d'hommes et les 51% de femmes.» En effet, «lorsque la relation de genre n'est pas équilibrée, globale, fondée sur le respect des droits fondamentaux et des libertés fondamentales des deux sexes, le développement devient ségrégationniste, discriminatoire, et par conséquent non durable, parce que ce développement ne concerne qu'une partie de la population», dit-elle.

Pour d'autres chercheur·e·s, se revendiquer comme féministe permet de bousculer les imaginaires et de questionner le système dans son ensemble. Fatou Sow, une universitaire sénégalaise, l'exprime ainsi: «Vous avez dit féministe? C'est une étiquette que je porte librement, voire revendique aisément. Dans mon contexte africain, cette étiquette provoque les imaginations et force à l'écoute. Elle me permet de quitter les discours de convenance autour des femmes et cette «zone de confort» dans laquelle se réfugient de nombreuses Africaines pour revendiquer leurs droits, sans quitter l'ordre patriarcal dominant.» (Sow, 2012: 147). En effet, il existe depuis longtemps en Afrique des associations féminines qui ont posé des questions portées par les femmes (Sow, 2012: 147). Néanmoins, défendre certains droits n'implique pas nécessairement dénoncer le système patriarcal dominant et de nombreuses organisations resteraient ainsi dans une certaine «zone de confort»: se focalisant sur certaines revendications ponctuelles, elles ne se battent pas pour des transformations structurelles. Certaines avancées peuvent dès lors être obtenues, mais le système qui entérine les inégalités se perpétue.

En Afrique, les féministes sont parfois discréditées. Elles se voient reprocher une prétendue «occidentalisation» de la pensée: le féminisme serait une importation, une ingérence occidentale. Des voix s'élèvent contre cette vision réductrice, notamment celles de l'AFARD⁴ ou de chercheur·e·s comme Chandra Mohanty, qui montrent l'existence de multiples analyses et féminismes endogènes dans le Sud. La multiplicité, la richesse et la pertinence de ces analyses en font des outils d'analyse critique essentiels, des outils politiques qui permettent de transformer des rapports de pouvoir inégalitaires. Pour ces chercheur·e·s, le fait de se dire «féministe» aujourd'hui constitue un outil performatif: c'est déjà en soi une manière de questionner un statu quo, de remettre en cause l'inégalité entérinée par des valeurs, des normes et des représentations. Il s'agit en ce sens d'un acte engagé qui transforme de facto la manière de percevoir la réalité et les interactions avec les différents acteurs.

Genre et développement

De «femmes et développement» à «genre et développement»

Comment les analyses sur le genre ont-elles été intégrées dans les projets de coopération au développe-



Un public attentif dans l'auditoire de la Maison de la paix.

BIOGRAPHIES

Assitan Diallo est malienne et docteure en sociologie avec une spécialisation en population et développement de l'université de Brown aux Etats-Unis. Consultante internationale, enseignante à la formation e-learning en Genre et Développement à l'IHEID, chercheuse, elle participe à certaines activités de la branche malienne de l'Agence francophone africaine pour la recherche sur le développement, l'AFARD.

Liliana Soler-Gomez Lutzelschwab est colombienne et enseigne à l'IHEID. Depuis 2012, elle coordonne la formation genre à distance de l'Executive Master en politiques et pratiques du développement de l'Institut. Elle est également co-présidente de la Commission technique et membre du Conseil de la FGC depuis mars 2014.

Saskia Velasquez, colombienne, française et néerlandaise, est anthropologue et philosophe. Diplômée de l'Université de Paris I Sorbonne et de l'Université de Barcelone, elle est spécialisée dans les questions liées aux droits humains et aux rapports Nord-Sud et s'intéresse par ailleurs tout particulièrement à l'agro-écologie.

ment? Quelles sont les approches qui ont prévalu et quelles en ont été les conséquences?

Lors de la Décennie des Nations unies pour les femmes (1975-1985), l'objectif était de lutter contre l'«invisibilisation» des femmes dans le développement: c'est ce qu'on a appelé la phase Femmes et Développement (FED, en anglais WID pour Women In Development). Si cette phase a permis de montrer leur rôle crucial dans tous les domaines de la société, les projets de développement mis en place durant cette décennie ont visé uniquement «les femmes». Ce n'est qu'après avoir constaté les effets néfastes de cette approche et après avoir intégré les apports des divers mouvements et études féministes que le concept de genre a été adopté, menant à l'introduction d'une autre approche dans les projets de développement.

Longtemps, dans les projets et politiques de développement, les femmes ont été associées à certains qualificatifs considérés féminins, comme «aimante», «douce», «vul-



Assitan Diallo avec Liliana Soler, enseignante à l'IHEID et présidente de la Commission technique de la FGC.

néable», «faible», etc. Cette approche essentialisante a contribué à véhiculer une vision des femmes selon laquelle celles-ci étaient des victimes à protéger. Ces approches n'ont pas cherché à comprendre les rapports de genre ou les causes de l'invisibilité des femmes. Les projets mis en place ont eu tendance à renforcer les inégalités des rôles en considérant les femmes comme des bénéficiaires passives. Dans certains cas, le fait de parler des «femmes» a été utilisé de manière simplifiée pour ne pas mettre en lumière d'autres inégalités de classe, d'ethnie, etc. Les femmes ont ainsi continué à être marginalisées dans les processus de développement, leurs rôles ainsi que leurs contributions n'étant pas reconnus. Les inégalités dans la division du travail n'étaient pas questionnées.

En 1995, lors de la 4^{ème} conférence des Nations unies sur les femmes, la Déclaration de Beijing, signée par 189 pays, introduit la notion de «gender mainstreaming» : il s'agit d'intégrer une perspective de genre de manière systématique et transversale dans les institutions, les politiques et les programmes. Ces approches ont mis l'accent sur le «genre» et non plus sur «les femmes», développant une approche «GAD» (Gender and Développement) qui se base notamment sur les expériences de nombreuses organisations de femmes. L'objectif était de renforcer les capacités d'action des catégories les plus vulnérables de la population, ce qui a été fait en analysant les rapports de pouvoir entre les différents acteurs et actrices au lieu de cibler une catégorie figée et prédéterminée.

Parmi les projets de développement mis en place au cours des septante dernières années et malgré des progrès, force est de constater que tous n'ont pas permis de transformer les situations auxquelles ils se proposaient de remédier. En effet, promouvoir l'égalité ne suffit pas pour lutter contre les inégalités : il est nécessaire de remettre en question le fonctionnement global du système, c'est-à-dire les mécanismes qui perpétuent la reproduction de ces inégalités.

Avancées de surface ou transformations de fond ? Quelques exemples au Mali

Certains programmes de développement ont certes permis des avancées de surface, mais peu de transformations de fond. C'est par exemple le cas de certains

programmes qui ont cherché à diminuer le fardeau que représentaient certaines tâches sans remettre en question la répartition inégale de ces tâches. Assitan Diallo en donne quelques exemples.

SANTÉ DE LA REPRODUCTION : les projets de développement mettant l'accent sur la santé de la reproduction, sur la lutte contre l'excision ou le SIDA sont bien acceptés par les populations jusqu'au moment où les liens sont faits entre SIDA et polygamie, entre SIDA et lévirat⁵ par exemple. On entend alors l'argument suivant : «C'est une ingérence occidentale ! Les occidentaux se mêlent de ce qu'ils ne connaissent pas, de ce qui ne les regarde pas».

AGRICULTURE ET GOUVERNANCE FONCIÈRE : dans certains programmes de coopération réalisés dans le secteur agricole, les bénéficiaires ciblés étaient les hommes et les femmes (ensemble). Tant que l'aide transite par les chefs de ménage, ces projets sont acceptés par les populations, mais à partir du moment où certains programmes soutiennent directement les exploitants ou les exploitantes agricoles, ils rencontrent de nombreuses réticences : «La terre n'appartient pas aux femmes, la terre des femmes n'est pas pour l'agriculture de rente, donc elles ne devraient pas avoir des équipements». Ces programmes remettent en effet en question des inégalités dans l'accès à la terre, aux ressources, aux équipements. En se proposant d'augmenter l'autonomie et le pouvoir décisionnel des exploitantes agricoles, ils vont à l'encontre de l'ordre patriarcal établi et se heurtent à des blocages.

SCOLARISATION DES FILLES : en 2015, une femme ministre au Mali a mis en place des bourses de mérite dans l'enseignement supérieur. Quand il s'est avéré qu'il y avait plus de filles sélectionnées que de garçons, le programme a été supprimé. Cet exemple montre qu'une mesure qui aurait pu permettre une plus grande égalité d'accès à l'éducation n'a pas été reconduite parce qu'elle mettait en lumière certaines inégalités et illustrait le caractère non fondé de ces inégalités.

Le genre, un outil d'analyse

Pourquoi intégrer le genre dans les projets de développement ?

Intégrer une perspective de genre dans les projets de coopération est à la fois une affaire de droits humains et de justice sociale. C'est aussi et surtout une condition pour mettre en place des projets plus équitables et intégraux. Ces projets démontent les «murs ou plafonds de verre» et les «sols de plomb» qui entravent les femmes [FGC, 2014].

Les rapports de genre s'expriment sous la forme de rapports de pouvoir hiérarchisés et inégalitaires. Socialement construits, ces rapports sont intériorisés par les hommes et une majorité de femmes. Il peut s'agir par exemple de la répartition des rôles et des tâches au sein de la sphère domestique (travail reproductif), dans la sphère publique (travail productif), etc. Certaines activités ont tendance à être plus valorisées que

d'autres, et correspondent à ce que l'on va catégoriser comme «féminin» ou «masculin».

Prenons un exemple qui montre le poids des représentations liées aux identités de genre. Au Mali, en bambara, on parle «d'homme» et de «femme», mais pas seulement: il existe aussi de nombreux autres termes, tels que «femme en pantalon» [«musso kulo sitigi»], «homme faible», «ni homme ni femme» pour les homosexuels ou «pas femme» pour les prostituées. Cela illustre le fait que les représentations liées aux féminités et masculinités renvoient principalement à des symboles, des normes et des institutions sociales. Par exemple, dans une société comme la société malienne, la femme prostituée (n') est «pas (considérée comme une) femme» car on ne retrouve pas en elle les attributs sociaux et familiaux valorisés dans le cadre d'une certaine définition d'un type de féminité.

L'approche de genre est ainsi une démarche qui permet de déconstruire les stéréotypes liés aux personnes, de manière critique et réflexive. Il s'agit d'un outil qui permet de travailler sur les rapports de pouvoir ainsi que sur les mécanismes qui reproduisent les inégalités. Les projets de coopération cherchant à promouvoir davantage d'équité devront tenir compte des représentations et valeurs qui ont cours dans les sociétés qu'ils souhaitent transformer. Ils pourront dès lors être mieux adaptés à ces sociétés et se préparer aux éventuels obstacles qui peuvent surgir.

Les engagements de la FGC

Des interprétations trop superficielles peuvent conduire à des simplifications et à des analyses erronées: des projets qui seraient conçus sans tenir compte de la complexité de la réalité qu'ils souhaitent transformer risquent d'échouer ou même d'être non-viables. A l'heure de mettre en place un projet de développement, il est donc essentiel de commencer par définir et déconstruire les termes et les concepts, de faire apparaître les éléments occultés ou les données qui n'existent pas. Divers outils peuvent être utilisés pour cela⁶: on peut par exemple réaliser des pré-diagnostic, établir une cartographie sociale, s'intéresser aux questions de budget-temps, aux problématiques d'accès et de contrôle des ressources, etc. Il est également fondamental de réaliser des enquêtes de suivi, des évaluations en cours de projets, des étapes de restitution et de discussion autour des avancées réalisées ou des éventuels obstacles ayant surgi en cours de route.

Les grilles d'analyse des projets introduites par la FGC et utilisées par sa Commission technique constituent des outils très utiles⁷. En effet, l'analyse de genre est en fin de compte une approche transversale qui prend en compte de multiples données et les croise. Cette grille de lecture permet de passer en revue un projet selon une perspective de genre. Disposer de notions théoriques de base sur l'approche genre permet de l'utiliser au mieux; la FGC est habitée par les valeurs universelles d'égalité et de dignité de tous les êtres humains et d'un développement co-construit avec les populations concernées

et aucunement «octroyé» d'en haut. Cette approche demande une certaine subtilité dans l'application des critères et mesures des avancées.

Un programme de formation en ligne en genre et développement est proposé par l'IHEID, en collaboration avec l'ONG Espaces Femmes International (Genève), avec le soutien de la FGC, des collectivités publiques genevoises et de la Direction du développement et de la coopération suisse (DDC). L'enseignement est organisé par le Pôle genre et développement de l'IHEID. Des enseignantes principalement originaires d'Afrique de l'Ouest, parmi lesquelles Assitan Diallo, assurent la formation à distance aux participants. Les enseignements ont pour objectif de favoriser l'intégration d'une perspective de genre dans les politiques, programmes et projets de développement, au Nord comme au Sud; de développer des capacités d'analyse critique pour comprendre comment se (re)produisent les inégalités de genre dans le développement; de fournir des instruments d'analyse théorique et de mise en œuvre pratique afin de contribuer à des changements vers plus de justice sociale et de genre. Plusieurs modules sont proposés, combinant des enseignements en ligne et un atelier en présentiel dans l'un des centres d'Afrique de l'Ouest ou de Genève⁸.



Assitan Diallo a appelé les féministes du sud à oser se revendiquer comme telles.

Conclusion

Transformations sociales et luttes contre les inégalités

De nombreuses barrières rendent encore difficile une application pertinente et transformatrice de l'analyse genre dans les projets de développement. Parmi ces barrières, citons le manque de personnel formé, des barrières mentales qui rendent simpliste l'analyse, le manque d'investissement et de financement de la part des bailleurs, ainsi que le manque de souplesse et d'auto-évaluation dans les projets. Ces manquements sont notamment soulignés par les chercheur-e-s qui revendiquent la reconnaissance des féminismes du Sud, les féministes postcoloniales, les mouvements dissidents de femmes des pays du Sud, les militantes et chercheuses issues de minorités.

Face à ces limites, un des moyens qui permettrait, selon Assitan Diallo, de lutter contre les inégalités structurelles et de permettre des transformations sociales

effectives et concrètes est de donner aux personnes les plus marginalisées les moyens de mieux s'intégrer. Pour acquérir des compétences et être autonomes dans leurs décisions, elles doivent avoir à disposition des outils qui leur permettent de questionner le statu quo et de le transformer. Pour la chercheuse, il est essentiel de donner aux individus les moyens de se libérer par eux-mêmes. Cela nous renvoie à la phrase proposée par la Semaine de l'égalité organisée par la Ville de Genève en 2017: «Ne nous libérez pas, on s'en charge». L'information et l'éducation constituent le premier pas permettant de réaliser ce processus de déconstruction, un processus ouvrant la voie à de véritables transformations personnelles intérieures puis structurelles. Selon Assitan Diallo, il faut «déraciner ce qui fait la nourriture du patriarcat». Des structures de proximité, des méthodes de coaching, d'entraide et de formation mutuelle peuvent constituer des moyens efficaces. Ces méthodes ont déjà prouvé leur efficacité, notamment dans des contextes où les catégories les plus marginalisées de la population n'ont pas accès à d'autres structures plus formelles.

Il est pour cela fondamental de prendre en compte les nombreux mouvements féministes et organisations de femmes actives dans les pays du Sud, comme l'AFARD par exemple, parmi bien d'autres. En effet, ces mouvements et/ou organisations endogènes sont les plus à même d'analyser les réalités dans lesquelles s'insèrent les projets de développement. Il est donc essentiel de se baser sur leurs connaissances et de faire valoir les multiples compétences des acteurs qui les composent.

Ni démarche impérialiste ni excuse culturelle : pourquoi parler de genre dérange ?

Le concept de genre est souvent mal compris ou mal utilisé par les différents acteurs et actrices du développement, et plus généralement en politique internationale. Il est parfois récupéré pour obtenir des fonds sans être réellement mis en place par la suite. Il peut également être décrié pour éviter de remettre en question certains status quo.

En effet, parler de genre conduit à mettre en lumière des inégalités structurelles et des schémas de relations de pouvoir profondément enracinés. Parler de genre peut ainsi déranger, dans la mesure où cela signifie remettre en question la division du travail productif et reproductif, l'accès aux ressources et au pouvoir, les rapports Nord-Sud. Invoquer l'excuse culturelle ou l'ingérence occidentale permet alors d'éviter de remettre en question le système dominant et la répartition du pouvoir dans ce système.

Or, le féminisme et l'analyse de genre ne sont pas des importations occidentales: comme le dit Gayatri Chakravorty Spivak⁹, les organisations de femmes ont défendu les droits des femmes sans attendre l'intervention des «hommes blancs qui sauvent les femmes de couleur des hommes de couleur» [Spivak, 1988].

Adopter une approche de genre signifie avoir à disposition des outils permettant de questionner les représentations, les normes, les institutions. Cela signifie

analyser les rapports de pouvoir d'une manière critique et réflexive. Cela implique aussi de montrer que les personnes ont des capacités de penser et d'agir pour comprendre les causes de leurs problèmes et pour changer. Ainsi que de nombreuses féministes du Nord comme du Sud l'ont montré depuis longtemps, cela ne signifie pas uniquement prendre en compte les rapports de pouvoir entre certains hommes et certaines femmes, mais également entre certains hommes et d'autres hommes, entre certaines femmes et d'autres femmes. Autrement dit, cela demande de prendre en compte l'intersectionnalité de différentes catégories d'exclusion comme le genre, la classe, l'ethnicité, la religion, l'orientation sexuelle, l'âge, etc.

Utiliser le genre comme un outil d'analyse permet finalement de comprendre les réalités et les multiples inégalités qui les caractérisent. Il s'agit d'une condition sine qua non permettant de repenser le développement et de soutenir des projets plus durables, plus équitables et inclusifs.

RÉFÉRENCES

FGC, 2014, Compte rendu de l'Atelier Genre du 27-28 mai, «Le genre une question de justice et d'efficacité», animé par Marie-Dominique de Suremain.

Mohanty, C. T. 1988 [2010]. *Sous les yeux de l'Occident. Recherches féministes et discours coloniaux*. In «Genre, postcolonialisme et diversité des mouvements de femmes». Cahiers genre et développement. N°7. (Dir.) C. Verschuur. pp. 171-202. Paris: L'Harmattan.

Mohanty, C.T., 2002 [2010], *Sous les yeux de l'Occident revisité: la solidarité féministe par les luttes anticapitalistes*. In «Genre, postcolonialisme et diversité des mouvements de femmes». Cahiers genre et développement. N°7. (Dir.) C. Verschuur. pp. 203-214. Paris: L'Harmattan.

Spivak, G. C. 1988. [2009] *Les subalternes peuvent-elles parler?* Paris, Éd. Amsterdam, éd. originale : *Can the Subaltern Speak?* In «Marxism and the Interpretation of Culture», pp. 271-313. Macmillan Education UK.

- 2 Cet article privilégie le langage épïcène et s'appuie sur le *Guide de rédaction épïcène* du Bureau de l'égalité du canton de Vaud.
- 3 Chercheuse indienne diplômée des universités de Delhi et d'Illinois, Chandra Mohanty est notamment reconnue pour ses théories féministes postcoloniales et transnationales. Elle défend une approche critique et inclusive qui prend en compte le point de vue de chercheurs de pays du Sud.
- 4 L'Agence francophone africaine pour la recherche sur le développement, l'AFARD, travaille sur diverses thématiques liées notamment au genre et au développement et réunit onze pays africains autour de 500 organisations membres.
- 5 Le lévirat est un type particulier de mariage où le frère d'un défunt épouse la veuve de son frère, afin de poursuivre la lignée de son frère.
- 6 http://f3e.asso.fr/IMG/pdf/GUIDE_PEDA_WEB.pdf. Voir également [FGC, 2014].
- 7 https://federeso.ch/sites/default/files/grille_de_lectures_fgc.pdf
- 8 Ces modules sont les suivants: Concepts, théories et outils en genre et développement. Genre, éducation et changements. Budgets genre, pouvoirs et transformations sociales. Genre et développement rural. A la fin de la formation, les personnes obtiennent un Certificate of Advanced Studies en genre et développement. Plus d'informations sur <http://graduateinstitute.ch/fr/home/research/centresandprogrammes/genre/trainings/e-learning.html>
- 9 Chercheuse indienne, professeure à l'Université de Colombia, elle s'inscrit dans la lignée des chercheurs postcolonialistes.



© SWISSAID

Un projet de développement de la production maraîchère, soutenu par SWISSAID au sud-est de Niamey, au Niger.

Exemples de projets

GENRE : UN OUTIL DE LA FGC AU SERVICE DU 5^e ODD

Catherine Dubouloz



En adoptant l'Agenda 2030 pour le développement durable, la communauté internationale reconnaît que « l'inégalité des sexes constitue l'un des principaux obstacles au développement durable, à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté »¹⁰. Le cinquième objectif du développement durable (ODD) vise ainsi à parvenir à l'égalité des sexes et à autonomiser les femmes et les filles.

La FGC est en phase avec cet objectif : elle a conçu une grille de lecture genre¹¹, qui permet de s'assurer de la prise en compte de cette dimension par chaque ONG porteuse du projet. Pour cela, la Commission technique de la FGC encourage les associations membres à évaluer les conditions objectives dans lesquelles vivent les femmes concernées par le projet (pauvreté, niveau d'éducation et de formation), ainsi que leur position dans leurs rapports aux hommes de la communauté. Améliorer les conditions matérielles des femmes constitue un objectif à court terme ; améliorer leur statut dans la société un objectif à moyen et long terme.

La FGC est en phase avec cet objectif : elle a conçu une grille de lecture genre¹¹, qui permet de s'assurer de la prise en compte de cette dimension par chaque ONG porteuse du projet. Pour cela, la Commission technique de la FGC encourage les associations membres à évaluer les conditions objectives dans lesquelles vivent les femmes concernées par le projet (pauvreté, niveau d'éducation et de formation), ainsi que leur position dans leurs rapports aux hommes de la communauté. Améliorer les conditions matérielles des femmes constitue un objectif à court terme ; améliorer leur statut dans la société un objectif à moyen et long terme.

Au cours de l'analyse d'un projet, les points suivants sont, notamment, passés en revue à l'aide de la grille :

- **S'agissant du partenaire local :** montre-t-il une volonté de planifier et d'exécuter le projet dans une perspective de genre ? A-t-il prévu des ressources sur ce thème dans le budget ? L'équipe de projet est-elle mixte ?
- **S'agissant des objectifs :** englobent-ils la question du genre ? Visent-ils à améliorer la situation des femmes, à les former, à leur donner de l'autonomie ? Un travail avec les hommes sur les inégalités est-il prévu ?
- **A propos de la méthode :** le projet tient-il compte du niveau d'éducation des femmes, de leurs horaires, de leur disponibilité ?

Certains projets de coopération, soutenus par les collectivités publiques genevoises par l'intermédiaire de la FGC, ont pour objectif des actions qui cherchent l'égalité de genre et l'amélioration de la situation des femmes (lutte contre les violences, par exemple). Dans d'autres cas, le genre est considéré comme un thème dont il faut tenir compte pour atteindre un autre objectif, par exemple une meilleure sécurité alimentaire. Voici quelques exemples :

- **Lutter contre les violences faites aux femmes et aux filles au Sénégal :** ce nouveau projet de développement de la commission internationale du SIT

(Syndicat interprofessionnel des travailleuses et travailleurs), mené en collaboration avec le comité national des Femmes du syndicat sénégalais UDTs, entend lutter contre les violences à l'encontre des femmes et des jeunes filles dans les écoles, le secteur du travail informel, ainsi que dans les administrations de cinq villes du Sénégal. Les violences en question peuvent prendre la forme de harcèlement, de viols ou de pressions psychologiques. Concrètement, il s'agit de récolter les témoignages de travailleuses et d'étudiantes victimes de violences, puis d'organiser un travail d'information et de plaidoyer auprès des autorités, ainsi que des communautés. Des formations seront dispensées par des psychologues, des médecins, des juristes ; des soins médicaux et thérapeutiques seront apportés aux victimes. Enfin, des comités de veille et de prévention seront mis en place dans les services administratifs.

- **Prévenir la violence de genre et favoriser l'accès à la justice au Nicaragua :** depuis 2012, lorsque la loi contre la violence faite aux femmes a été adoptée par l'Assemblée nationale du Nicaragua, EFI (Espace Femmes International) soutient un programme de prévention des violences dans la commune de Mulu-kuku, au centre du pays. Les violences peuvent être physiques, allant jusqu'au féminicide, sexuelles, psychologiques ou économiques, par exemple en cas de non versement de pension alimentaire. Mené par la coopérative de femmes Maria Luisa Ortiz, le projet actuel vise à former le personnel de justice, les maîtres d'école et les leaders communautaires. Ceci afin d'intensifier la prévention, d'améliorer l'accès des victimes à la justice, de renforcer le programme d'assistance juridique et psychologique aux victimes. Un autre volet du projet vise à renforcer l'autonomie financière des femmes par des micro-crédits accompagnés de formations professionnelles, par exemple en couture, coiffure, design ou création de micro-entreprise et comptabilité.



© Genève Tiers Monde

L'une des fermes avec laquelle travaille Vamos Mujer.

- **Dynamiser l'économie rurale et construire la paix en Colombie, par l'intermédiaire des femmes :** ce projet de Genève Tiers-Monde, en collaboration avec Vamos Mujer, vise à améliorer la situation des femmes, dans le département d'Antioquia. Dans cette

LE 5^e OBJECTIF

PARVENIR À L'ÉGALITÉ DES SEXES

Le cinquième objectif du développement durable (ODD), «Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles», vise à encourager l'égalité des chances entre les hommes et les femmes dans le développement économique, à éliminer toutes les formes de violence faites aux femmes et aux filles, ainsi qu'à promouvoir des possibilités de participation équitables à tous les niveaux.

Il comprend de nombreux sous-objectifs, parmi lesquels :

- Mettre fin, dans le monde entier, à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles.
- Éliminer de la vie publique et de la vie privée toutes les formes de violence faite aux femmes et aux filles, y compris la traite et l'exploitation sexuelle.
- Éliminer toutes les pratiques préjudiciables, telles que le mariage des enfants, le mariage précoce ou forcé et la mutilation génitale féminine.
- Faire une place aux soins et travaux domestiques non rémunérés et les valoriser.
- Garantir la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique.
- Assurer l'accès de tous aux soins de santé sexuelle et procréative et faire en sorte que chacun puisse exercer ses droits en matière de procréation.
- Entreprendre des réformes visant à donner aux femmes les mêmes droits aux ressources économiques, ainsi qu'à l'accès à la propriété et au contrôle des terres et d'autres formes de propriété, aux services financiers, à l'héritage et aux ressources naturelles.

Source : « [Les 17 ODD sur le site de la DDC](#) ».

région, au cours du conflit armé entre les forces gouvernementales et la guérilla des FARC, beaucoup de femmes ont assumé seules le travail des champs, en plus des charges domestiques ; elles ont ainsi gagné une place sociale et politique à l'échelle locale. Or ces acquis sont remis en cause par le retour des combattants après les accords de paix, mais aussi par l'arrivée de nouveaux acteurs économiques (propriétaires terriens, entreprise d'extraction minière, etc.), qui ne considèrent pas les femmes comme actrices du développement local. Vamos Mujer soutient plusieurs organisations et groupes de femmes paysannes en organisant des formations en économie paysanne, basée sur les principes de l'égalité des genres et de l'agro-écologie ; il s'agit par exemple de renégocier la distribution des tâches domestiques et productives, d'améliorer la productivité des fermes et de pouvoir proposer des produits de meilleure qualité sur les marchés locaux. Vamos Mujer encourage aussi les échanges entre organisations de femmes au niveau régional pour soutenir les stratégies de commercialisation de leurs produits. Enfin, dans cette région particulièrement touchée par les violences des groupes armés, des



© SOLIDAR

Le conseil consultatif de Murombwe, une région rurale du Mozambique.

femmes seront formées pour offrir un accompagnement psychosocial aux victimes, lors d'un processus de deuil ou pour surmonter un traumatisme.

- **Améliorer la sécurité alimentaire et développer la production maraîchère, au Niger :** ce projet est soutenu par SWISSAID Genève et mené sur le terrain par SWISSAID Niger, en collaboration la Fédération Adyalé, dans le Dallo Bosso, à 120 kilomètres au sud-est de Niamey. Son but ? Lutter contre la faim en aidant la population locale à adopter des techniques agro-écologiques qui favorisent une alimentation diversifiée et suffisante. Il s'agit par exemple d'améliorer la production de légumes, grâce à des semences adaptées. Dans cette région, les femmes sont les principales productrices de légumes (chou, laitues, oignons, tomates, pomme de terre, etc.). Pourtant, elles n'ont pas un accès équitable à la propriété et doivent parfois laisser leurs maris gérer leurs revenus ; leur participation aux instances communautaires est également très réduite. Pour renforcer le pouvoir des groupements de femmes et leur capacité de lobbying, le projet vise, dans sa dimension genre, à améliorer l'alphabétisation des femmes, à renforcer leur leadership, leurs capacités d'expression et de négociation, ainsi que leurs capacités économiques, et enfin, à améliorer la reconnaissance de leurs droits. Un accent est placé sur la coresponsabilité des hommes par la mise en place de groupes qui aideront les femmes, en particulier à obtenir des actes de cessions et donc de propriété des terres.

- **Améliorer la gouvernance de communes au Mozambique :** le projet de Solidar vise principalement à lutter contre la pauvreté dans onze districts ruraux et trois villes du Mozambique, en travaillant sur l'amélioration des processus démocratiques et la participation citoyenne. Il s'agit de renforcer la gouvernance locale, ainsi que d'encourager la participation de la population, y compris les femmes et les jeunes, aux processus de planification et de développement. La gestion de l'eau potable, la réalisation de systèmes d'adduction d'eau et la construction de puits sont des domaines d'application de la participation citoyenne, féminine en particulier. Des femmes ont ainsi pu être impliquées dans les comités de l'eau et de l'assainissement nouvellement constitués, elles ont accédé à des postes de premier plan. Pour contrer la difficulté à faire entrer des femmes dans les conseils consultatifs locaux, des activités de sensibilisation sont organisées : elles portent sur les droits des femmes et l'importance de leur participation à la prise de décision pour le développement de la communauté.

Ressources, outils et guides disponibles en ligne

https://federeso.ch/sites/default/files/grille_de_lectures_fgc.pdf

<http://fsp.enda-europe.org/outils>

http://f3e.asso.fr/IMG/pdf/GUIDE_PEDA_WEB.pdf

10 Site de la DDC, Agenda 2030, objectif 5 Égalité entre les sexes.

11 Site de la FGC, grille de lecture genre permettant l'analyse des projets.



Titre | Expertes en genre et connaissances féministes sur le développement. Qui sait ?
Auteur | Sous la direction de Christine Verschuur
Collection | Genre et développement – Rencontres Questions de genre, Paris.
Édition | L'Harmattan

LES EXPERTES EN GENRE : QUI SONT-ELLES, QUEL SAVOIR DÉTIENNENT-ELLES ?

Qu'est-ce qu'une experte en genre ? Quel est le parcours de ces spécialistes et où travaillent-elles ? La réflexion et les réponses à ces questions font l'objet de la dernière publication de la collection « Genre et Développement » des éditions L'Harmattan.

Sous la direction de Christine Verschuur, anthropologue et directrice du Pôle genre et développement de l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID), l'ouvrage rassemble les contributions de quatorze spécialistes en études féministes : des chercheuses, professeures, militantes, responsables d'ONG ou expertes d'organisations internationales, basées au Brésil, en Colombie, aux États-Unis, en France, en Hollande, en Inde et en Suisse.

Au départ, un projet de recherche

Le livre prolonge le colloque international « Qui sait ? Circulation des savoirs féministes en développement et expertes genre », organisé en novembre 2015 à l'IHEID. Cette rencontre visait à partager les résultats d'un projet de recherche mené entre 2013 et 2016, par une équipe de chercheuses affiliées au programme genre, globalisation et changement de l'IHEID, avec le soutien financier du Fond national suisse de la recherche scientifique.

Objectif de la recherche : comprendre qui sont les expertes dans le domaine du genre, quels rapports de pouvoir et quelles tensions parcourent ce champ d'étude, mais aussi définir les spécificités de cette spécialisation. Les chercheuses ont notamment étudié les ingrédients qui donnent une légitimité, ainsi qu'une influence aux expertes, des femmes en grande majorité.

Les savoirs en « genre et développement » se sont construits en interaction entre les organisations de femmes et les mouvements féministes, les institutions universitaires et organisations internationales. De ce fait, constate Christine Verschuur, ils ont « longtemps

été - et sont parfois encore - jugés non scientifiques », voir « mineurs » ou « illégitimes ».

Reconnaître l'expertise dans les ONGs

La réflexion autour de l'expertise montre également que le savoir apparaît souvent monopolisé par les personnes qui travaillent dans des institutions, les grandes universités comme Harvard, par exemple. Pourtant, « les expertes ne sont pas toujours là où on les attend », souligne Christine Verschuur : il s'agit en particulier de reconnaître l'expertise dans les ONG ou d'autres organisations de la société civile.

Avec cette particularité décrite par la sociologue Blandine Destremau, directrice de recherche au CNRS : « Les savoirs féministes sont des savoirs d'action. D'emblée politique, ils s'inscrivent dans une posture critique et dans une perspective de changement des réalités qu'ils analysent et sur lesquels ils portent. » Dès lors, quelle validité accorder aux expériences concrètes, à l'expression des subjectivités et aux témoignages ? C'est l'un des axes de tension entre savoirs d'expert, plus pragmatiques et consensuels, et savoirs féministes, plus politiques. Pourtant, cette apparente contradiction ne résiste pas à l'analyse, estime Blandine Destremau. En effet, l'analyse de la trajectoire des personnes montre que celles-ci « sont pour la plupart plurielles et transitent successivement ou de façon concomitante par des institutions universitaires et de recherche, des institutions publiques, locales nationales ou internationales, des organisations féministes et non gouvernementales, etc. »

Enfin, écrit Tania Angeloff, professeure en sociologie à l'Institut d'études économiques et de développement social à Paris, être une experte locale sur le genre en Colombie, au Mali ou au Népal « pose la question des savoirs mobilisés et de leur influence occidentale, voire de leur prisme d'analyse occidental-centrée, mais en l'inscrivant dans des histoires politiques et coloniales très diverses ». C'est ainsi que l'origine géographique des savoirs sur le genre joue, lui aussi, un rôle essentiel dans la construction de l'expertise.

Catherine Dubouloz

POUR ALLER PLUS LOIN

Andrée, M., Fatoumata-Diarra, A., & Agbessi-Dos Santos, H., 1981. *Femmes et multinationales*. Editions Karthala, Paris.

Attané I., Brugeilles C., et Rault W., 2014, *Atlas des Femmes dans le Monde. Les paradoxes de l'émancipation*, édité par 76-77. Paris: Autrement.

Bisilliat, J., et Ch. Verschuur (éd.), 2000. *Le genre : un outil nécessaire, introduction à une problématique*. Cahiers Genre et Développement. N° 1. Genève - Paris: L'Harmattan.

CETRI, 2015, *État des résistances dans le Sud. Mouvements de femmes*, Alternatives Sud - État des résistances dans le Sud, Syllepse, Vol. XXII, n°4.

Falquet, J., 2003, «Femmes, féminisme et «développement» : une analyse critique des politiques des institutions internationales», in Bisilliat J. (dir.), *Regards de femmes sur la globalisation. Approches critiques*, Paris, Karthala, pp. 75-112.

Hill Collins, P., 2009, «La construction sociale de la pensée féministe noire». In *Black Feminism. Anthologie du féminisme africain-américain, 1975-2000*. M. Wallace e.a. Textes choisis et présentés par Elsa Dorlin. pp. 135- 177. Paris: L'Harmattan.

Imam, A., Mama, A., & Sow, F. (éds.). 2004. *Sexe, genre et société : engendrer les sciences sociales africaines*. Editions Karthala, Paris.

Mama, A., 1996, *Etudes par les femmes et études sur les femmes en Afrique durant les années 1990*, Document de travail 5/96, Dakar, Codesria.

Osha, S. (dir.), 2006, «African Feminisms», *An African Journal of Philosophy*, dossier «Quest», vol. XX, n°1-2.

Oyewumi, F.C. (dir.), 1981, *The Black Women Cross-Culturally*, Cambridge, Schenkman Publishers Co.

Oyewumi, O., 1997, *The Invention of Women. Making an African Sense of Western Discourses*, Minneapolis, University of Minnesota Press.

Sow, F., 2012, «Mouvements féministes en Afrique», in *Revue Tiers Monde* n° 209 (1), p. 145-160.

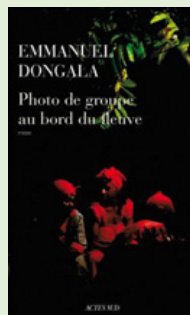
Sow, F., Guèye, N.S., 2011, *Genre et dynamiques socio-économiques et politiques en Afrique*, Dakar, Codesria (coll. «Codesria Gender Series»).

Verschuur, Ch., 2010, *Genre, postcolonialisme et diversité des mouvements de femmes*, Cahiers Genre et Développement n°7, L'Harmattan.

Verschuur, Ch., 2015, «Une histoire du développement au prisme du genre. Perspectives féministes et décoloniales», in *Sous le développement, le genre*, édité par Verschuur, Ch., Guérin, I. et Guétat-Bernard, H., Objectifs Sud, Paris: IRD éditions.

Bibliographie rassemblée par Saskia Velasquez

LA CHRONIQUE « LIVRE » : ROMAN



Titre | Photo de groupe au bord du Fleuve
Auteur | Emmanuel Dongala
Édition | Actes Sud
 Lettres africaines
 336 pages

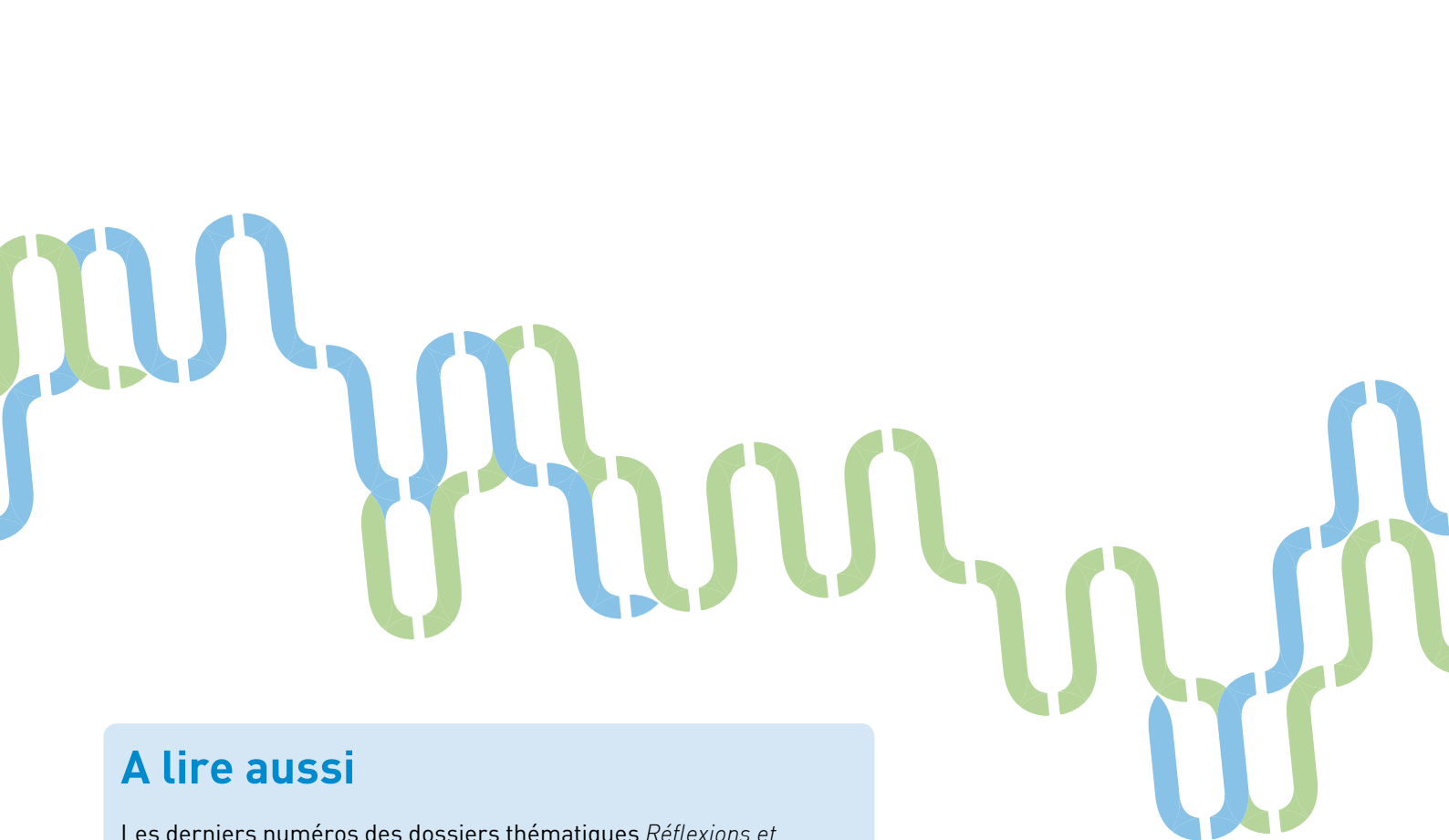
SUR LES TRACES DES CASSEUSES DE CAILLOUX

Pour clore le quatrième dossier thématique «Genre et développement», nous vous suggérons la lecture d'un roman, véritable coup de cœur. Par le biais de l'histoire de Méréana et de ses compagnes d'infortune, casseuses de cailloux, les conditions de vie, terribles et violentes, faites aux femmes en Afrique sont abordées. Ainsi le destin des protagonistes nous permet d'appréhender la corruption et la terreur semées par les représentants des gouvernements, la réalité des prisons et leurs lots de torture, la défaillance des structures hospitalières et scolaires, les mariages forcés et les viols ou encore la mise à ban des veuves et leur spoliation par leur belle-famille. Malgré un contexte dramatique, l'œuvre dégage une force de vie, de volonté hors norme et de solidarité, qui permettent aux «casseuses de cailloux» de faire front face à l'adversité et d'affirmer des revendications légitimes.

Cette fresque réaliste, ce roman féministe, est né sous la plume d'un auteur-homme Emmanuel Dongala, qui rend ici un vibrant hommage aux femmes africaines. Né en 1941, il quitte son Congo natal en 1997, départ forcé au vu des luttes fratricides et du chaos qui y règnent, pour émigrer aux Etats-Unis. Il enseignera la chimie et la littérature, tout en poursuivant son travail de romancier. Il a à son actif la publication de nombreux romans et pièces de théâtre. Le roman a été récompensé par deux prix, le Virilo en 2010 et le prix Ahmadou-Kourouma en 2011 au Salon du livre de Genève.

Comme le souligne Actes Sud, «par sa description décapante des rapports de pouvoir dans une Afrique contemporaine dénuée de tout exotisme, *Photo de groupe au bord du fleuve* s'inscrit dans la plus belle tradition du roman social et humaniste, l'humour en plus».

Catherine Schümperli Younossian



A lire aussi

Les derniers numéros des dossiers thématiques *Réflexions et Débats* publiés par la Fédération genevoise de coopération (FGC) :

- N° 1 **LE DÉVELOPPEMENT DURABLE
POUR SORTIR DE LA CRISE**
[\(cliquer ici\)](#)
- N° 2 **LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE,
UNE FRICHE FERTILE**
[\(cliquer ici\)](#)
- N° 3 **LES INÉGALITÉS SONT-ELLES UNE
FATALITÉ ? SOLUTION PROPOSÉE
PAR LA SOCIÉTÉ CIVILE**
[\(cliquer ici\)](#)

Retrouvez ces publications sur le site de la FGC à l'adresse :
<https://fgc.federeso.ch/reflexions-et-debats>

IMPRESSUM - FÉDÉRATION GENEVOISE DE COOPÉRATION

Réflexions et Débats, N°4 mars 2018,

Éditeurs : Catherine Schümperli Younossian
(secrétaire générale) et
René Longet (président).
Rédactrice responsable : Catherine Dubouloz
Chantre (chargée de communication)
Graphisme : Atelier Rasmussen

CONTACT

Fédération genevoise de coopération (FGC),

✉ rue Amat 6, 1202 Genève

☎ +41 22 908 02 80

@ fgc@fgc.ch

🌐 www.fgc.ch

📘 [Facebook](#)